



L'arrestation de Bruno Bidjang, journaliste accusé d'atteinte à la sûreté de l'État et d'incitation à l'insurrection, continue de provoquer les vagues d'indignation.

Bruno Bidjang a été appréhendé pour avoir exprimé publiquement son opposition à l'augmentation du prix du carburant et appelé ses compatriotes à revendiquer leurs droits. Ces actions courageuses ont malheureusement conduit à son arrestation et à son audition au Secrétariat d'État à la Défense, où il est détenu en ce moment.

Dans ce contexte de répression croissante, Aristide Bounah, PDG d'Afrik-Inform, s'est exprimé sur les réseaux sociaux pour demander la libération immédiate de Bruno Bidjang. Selon lui, le gouvernement viole les droits fondamentaux de Bruno Bidjang en le maintenant en détention pour avoir simplement exprimé son opinion.

Aristide Bounah soutient que restreindre la liberté d'expression d'un individu, en particulier d'un journaliste, revient à étouffer la démocratie et à empêcher la diversité des opinions. Il a également critiqué le groupe L'anecdote pour son communiqué interdisant à ses employés de s'exprimer sur internet, considérant cette mesure comme une atteinte supplémentaire à la liberté individuelle.

En citant l'article 19 de la Constitution camerounaise, qui garantit le droit à la liberté

d'expression, Aristide Bounah a affirmé que Bruno Bidjang incarne la lutte contre la vie chère au Cameroun et la défense des principes démocratiques fondamentaux. Sa voix de contestation en faveur de la vérité et de la justice représente un symbole de la résistance face à l'oppression et à l'injustice.

En appelant à la solidarité et à la mobilisation en faveur de la libération de Bruno Bidjang, Aristide Bounah et d'autres défenseurs des droits de l'homme et de la liberté de la presse continuent de faire pression sur les autorités pour que la justice prévale et que la liberté individuelle soit respectée.